

Khôlle n°1 : La révolte arabe de Palestine de 1936 à 1939**Introduction :**

Dans *L'État juif* (1896), Theodor Herzl écrit les mots suivants : « Les Juifs qui le veulent auront leur État et le mériteront ». Theodor Herzl est le principal théoricien du sionisme politique, une idéologie revendiquant la création d'un État juif en Palestine (pour les Juifs, la Terre promise). Le mouvement voit ses vœux exaucés en 1917 par la Déclaration Balfour, qui promet la création en Palestine d'un « foyer national pour le peuple juif », puis par l'institution de la Palestine mandataire en 1920, désormais sous contrôle britannique. Cela engendre une forte hausse de l'immigration juive en Palestine. Par conséquent, des tensions commencent à naître entre le *Yichouv* (terme désignant la communauté juive en Palestine mandataire) et la communauté arabe vivant sur place, qui voit d'un mauvais œil cet afflux de sionistes sur ses terres. Les tensions atteignent en 1936 leur paroxysme : c'est le début de la révolte arabe de Palestine, qui va durer jusqu'en 1939.

Problématique : en quoi la révolte arabe de 1936 constitue-t-elle un tournant à la fois pour les Juifs, les Palestiniens et les Britanniques ?

I- Le contexte et les causes qui déclenchèrent la révolte

II- Le déroulement de la révolte

III- Les conséquences de la révolte

I- Le contexte et les causes qui déclenchèrent la révolte

A) La Palestine mandataire et l'accentuation de l'immigration juive en Palestine

En 1920, suite au démantèlement de l'Empire ottoman, la Palestine passe sous mandat britannique, mandat délivré par la Société des Nations, qui attribue à la Grande-Bretagne la gestion du territoire palestinien (actuels territoires d'Israël, de Gaza et de la Cisjordanie), pour une durée provisoire. De plus, les Britanniques encouragent l'*Alya* (terme hébreu désignant l'immigration juive en Palestine) depuis la Déclaration Balfour, déjà évoquée précédemment. En 1922, on comptait en Palestine environ 640 000 musulmans pour 95 000 Juifs. En 1936, il y avait 880 000 musulmans pour 385 000 Juifs : en quatorze ans, la population juive a été multipliée par quatre. Elle prend aussi une part de plus en plus importante dans la population palestinienne : 11 % en 1922, 28 % en 1936.

B) L'essor du nationalisme palestinien

Depuis la chute de l'Empire ottoman, les Arabes aspirent à l'indépendance, et voient d'un mauvais œil la domination britannique et l'accentuation de la présence juive sur leurs terres. Afin de mettre en forme cet agacement, de nombreux partis politiques nationalistes sont créés à partir des années 30. Le premier qui voit le jour est le parti Istiqlal fondé en 1932 par Izzat Darwaza et Awni al-Hadi. Sont créés par la suite le Parti de la jeunesse palestinienne (Yakub al-Ghsayn), le Parti de la défense nationale (Raghub al-Nashashibi), le Parti de la réforme (Husayn al-Khalidi, maire de Jérusalem), et le Parti arabe palestinien (Jamal al-Husayni). Ce florilège de partis prouve la volonté du peuple palestinien de gagner en autonomie et d'obtenir à terme son indépendance, mais témoigne également des divisions au sein du mouvement nationaliste arabe en Palestine, que chaque grande famille de notables tente de récupérer afin d'étendre son influence (les fondateurs des partis proviennent en effet de ces familles). Malgré les tensions, ces partis se réunissent pour former le 25

avril 1936 le Haut Comité Arabe (HCA), sous la présidence du Grand mufti de Jérusalem, Moham-med Amin al-Husayni.

C) Les revendications du HCA

Le programme du HCA s'articule autour de trois points fondamentaux : l'arrêt de l'immigration juive en Palestine, l'arrêt des ventes des terres arabes aux sionistes, et l'installation d'un gouvernement démocratique en Palestine, qui à terme mènerait à l'indépendance.

II- Le déroulement de la révolte

A) L'appel à la grève général et des violences

Le 15 avril 1936, le mouvement d'Azzedine al-Qassam (fondateur du premier mouvement palestinien de résistance armée, assassiné un an plus tôt par les Britanniques et qui a donné son nom à la branche armée du Hamas), commet un attentat contre des taxis sur la route entre Tulkarem et Naplouse, causant la mort de deux Juifs. Cet incident est aujourd'hui considéré comme l'élément déclencheur de la révolte. S'en suit le 19 avril une autre tuerie : neuf Juifs sont abattus lors d'une émeute à Jaffa. En représailles, deux Arabes sont tués par des sionistes. En parallèle, le HCA, lors de son instauration le 25 avril, appelle à la grève générale. Durant les six mois de grève, les violences se poursuivent : des attentats sont commis contre le matériel (par exemple, les sabotages de l'oléoduc entre Kirkouk et Haïfa) et contre des civils, souvent juifs (en témoigne l'assassinat de deux infirmières juives le 17 août), et parfois arabes, certains étant considérés comme trop modérés. À la fin de l'été, le mouvement s'essoufle : la répression britannique semble porter ses fruits. Les États arabes voisins (principalement la Transjordanie de l'Émir Abdallah, l'Irak du roi Ghazi et l'Arabie Saoudite du roi Ibn Saoud), voyant dans le combat palestinien un moyen d'étendre son influence au Moyen-Orient, appellent également à la fin de la grève. La 10 octobre 1936, le HCA décide donc d'y mettre fin.

B) La Commission Peel

Le 11 novembre 1936, la « Commission royale pour la Palestine » dirigée Lord William Peel débarque sur le sol palestinien. Elle rend son rapport le 7 juillet 1937. Ce dernier suggère la fin du mandat britannique en Palestine, à part sur une zone autour de Jérusalem, allant jusqu'à la mer Méditerranée. La Commission Peel propose aussi un plan de partage de la Palestine, avec la création au nord d'un État juif (entre 15 et 20 % du territoire palestinien), et au sud d'un État arabe (un peu plus de 80 % du territoire). Ce plan est accepté à contre-cœur par Ben Gourion et Weizmann, les deux principaux leaders sionistes, et refusé catégoriquement par le HCA. Les violences reprennent de plus belle et atteignent un point culminant le 26 septembre 1937, lorsque le commissaire pour la Galilée Lewis Andrews est assassiné à Nazareth par des membres du mouvement qassamite. La Grande-Bretagne se lance alors dans une plus forte répression. Elle décide notamment de dissoudre le HCA et déporte certains notables palestiniens aux Seychelles. D'autres parviennent à s'enfuir, comme le mufti, qui se réfugie au Liban, sous mandat français, et continue d'organiser à distance la révolte (à noter qu'à la fin des tensions, il se réfugiera en Allemagne nazie et soutiendra la politique antisémite d'Adolf Hitler). De plus, des centaines de rebelles sont exécutés entre 1937 et 1939.

C) La fin du mouvement et le « livre blanc »

Les Britanniques déploient plus de 20 000 soldats. Ils construisent également un mur à la frontière avec le Liban (mur de Tegar), pour empêcher les musulmans libanais de se joindre à la révolte. Les rebelles ne font plus le poids, d'autant plus que les grandes familles de notables profitent de la révolte pour régler leurs comptes personnels, à l'instar des Husayni qui assassinent nombre de

leurs adversaires sous couvert d'épuration révolutionnaire. Sur les 5 000 à 6 000 Arabes morts durant la révolte, on estime qu'une majorité fut tuée non pas sous les balles britanniques, mais bien par des combattants Palestiniens. La révolte contre les sionistes et les Britanniques s'essoufle à partir de la fin de l'année 1938, pour au final se transformer en une guerre fratricide entre Arabes. En 1939, il devient urgent pour les Britanniques de rétablir le calme en Palestine, puisqu'en Europe, la situation s'envenime (l'Allemagne se montre de plus en plus agressive, en témoigne l'invasion de la Tchécoslovaquie le 15 mars 1939) et la Grande-Bretagne se prépare à potentiellement entrer en guerre. La Grande-Bretagne a donc besoin de ramener en Europe ses forces déployées au Moyen-Orient, et surtout de sécuriser son approvisionnement en pétrole, menacé par les attaques des rebelles contre les oléoducs, à l'image de celui entre Kirkouk et Haïfa, saboté à plusieurs reprises. Ainsi, après de nombreuses réunions, à l'instar de la Conférence St-James qui s'est déroulée du 7 février au 17 mars 1939, les Britanniques publient un « livre blanc », visant à cloturer pour un moment le dossier palestinien.

III- Les conséquences de la révolte

A) Le « livre blanc » (17 mai 1936)

Il contient trois clauses fondamentales : la limitation de l'immigration juive en Palestine, qui sera limitée à 75 000 individus pour une durée de cinq ans, la restriction de l'acquisition par les Juifs des terres arabes, et l'abandon provisoire du projet de création d'un État juif. Si le « livre blanc » est officiellement rejeté par les dirigeants arabes, ces derniers reconnaissent qu'il est largement en leur faveur et s'en accommodent (aucun soldat britannique ne sera tué par un Arabe au cours de la 2^{de} Guerre mondiale). Les Anglais ont effectivement avantage les Arabes dans ce traité, dans l'objectif d'assurer une paix provisoire, en s'appuyant sur la majorité du peuple palestinien. Churchill parle d'ailleurs d'une « lâche capitulation devant la violence arabe ». C'est donc plus ou moins une victoire arabe qui se matérialise à l'issue de la révolte, qui aura coûté la vie à près de 6 000 Arabes, à environ 300 Juifs, et à 262 Britanniques. Les Arabes ne sont néanmoins pas totalement gagnants : la victoire a en effet été obtenue au prix d'un fort coût humain et économique, les grèves, les boycotts et les violences ayant affaibli de nombreux secteurs.

B) Des radicalisations de part et d'autres

Malgré les divisions, le nationalisme palestinien est réellement né durant cette révolte, en témoigne l'adoption de nouveaux symboles, comme le keffiyeh, une écharpe noire et blanche portée par les paysans, qui vient remplacer le tarbouche ottoman, plus urbain, et qui encore aujourd'hui représente la cause palestinienne. On peut noter également une arabisation du conflit : les États voisins ont en effet manifesté leur intérêt dans la résolution du conflit, sans doute dans l'optique de mettre en place le projet du panarabisme (c'est-à-dire la création d'un État qui regrouperait tous les Arabes). C'est lors de la Conférence de Bloudan en Syrie le 8 septembre 1937 que la cause palestinienne est réellement devenue une cause arabe. Les Juifs, malgré la douche froide à l'annonce du « livre blanc », ne sortent pas réellement affaiblis du conflit : les travailleurs arabes ayant déserté les ports à partir de la grève de 1936, le *Yichouv* a pu étendre son influence sur le littoral méditerranéen en s'emparant de la gestion des ports et surtout en créant le port de Tel-Aviv, devenu aujourd'hui le centre économique de l'État israélien. Il obtient aussi dès mai 1936 la légalisation de la *Haganah*, une organisation paramilitaire juive jusque là non autorisée par les autorités britanniques. Mais avant tout, la communauté juive sort de ce conflit sûrement encore plus déterminée à mener à bien ses projets nationalistes. Enfin, on peut constater qu'entre les deux communautés s'est installé un lourd sentiment de haine, qui persiste encore à notre époque.

Conclusion :

La révolte arabe de Palestine constitue donc un tournant pour les Juifs et les Arabes : chaque communauté a en effet renforcé sa radicalité et cultivé ses sentiments nationalistes. Pour l'historiographie palestinienne, la révolte de 1936 est d'ailleurs considérée comme la 1ère *Intifada*, datée des Européens en 1987. Pour les Britanniques, un constat semble s'imposer : une fois que la situation sera stabilisée en Europe, il sera nécessaire d'abandonner la Palestine mandataire, devenue trop compliquée à administrer en raison des tensions entre Juifs et Arabes. Ce sera le cas en 1947, lorsque l'ONU proposera un nouveau plan de partage de la Palestine, avec la création d'un État juif et d'un État arabe.

Bibliographie :

- Khalidi Walid, « De la révolution palestinienne de 1936 au « livre blanc » de 1939 : La Grande-Bretagne propose le partage de la Palestine puis retire sa proposition », dans *Revue d'études palestiniennes*, pages 5 à 11, 1998.
- Nadine Picaudou, *Les Palestiniens, un siècle d'histoire*, 2003, Complexe.
- Nathan Weinstock, *Terre Promise, trop promise, Genèse du conflit israélo-palestinien (1882-1948)*, 2011, Odile Jacob.